

LE PROGRÈS

Edition de Rhône

Lundi 17 Novembre 2008

L'opposition du Grand Lyon demande à être respectée

Alors que se discute aujourd'hui le plan de mandat, le maire d'Oullins, François-Noël Buffet, et ses amis déplorent que le président Gérard Collomb n'ait pas répondu à leur demande de rendez-vous.

Dialogue, concertation, respect : on peut résumer en trois mots ce que réclame au président de la communauté urbaine le groupe d'opposition « Ensemble pour le Grand Lyon ».

Alors que cet après-midi l'assemblée communautaire doit débattre et voter le plan de mandat présenté à la presse il y a deux semaines (Le Progrès du 6 novembre), François-Noël Buffet, président du groupe, se dit scandalisé par le mépris que leur manifesterait l'exécutif : « Après nous avoir soumis son projet pour réflexion il y a quelques semaines, ce qui nous paraît bien, nous avons été dans l'impossibilité d'en débattre avec Gérard Collomb. Il n'a pas daigné répondre aux deux demandes de rendez-vous que nous lui avons adressées les 28 octobre et 6 novembre. C'est scandaleux ! Dans n'importe quelle assemblée, lorsque les responsables d'un des plus importants groupes demandent audience au responsable de l'exécutif celui-ci les reçoit très rapidement. »

Après avoir cru que Gérard Collomb invitait l'opposition à collaborer à la préparation des grands projets, le sénateur-maire d'Oullins déchanté et exprime son mécontentement : « La politique du fait accompli devient la règle de conduite du président du Grand Lyon qui ne doit pas oublier qu'il ne tient sa légitimité, dans l'assemblée communautaire, que de nous, les élus. Nous sommes au début du mandat et c'est la période qui marque la façon de faire pour les années à venir. » Constatant « qu'on prépare un document important et que notre avis ne compte pas », le parlementaire s'interroge : « Cela signifie-t-il que Gérard Collomb considère que ce que pensent les élus de droite ne l'intéresse pas et que nous ne sommes plus invités au conseil de communauté que pour des raisons de forme ? Alors qu'il le dise clairement mais nous ne voyons pas notre rôle comme ça. » Le maire de Meyzieu, Michel Forissier, en

rajoute une couche « l'image de centriste de Gérard Collomb est bien écornée. Il pratique plutôt le centralisme démocratique ». Et le député maire de Caluire, Philippe Cochet : « On ne s'essuie pas ainsi, les pieds sur les élus. »

Sur le plan de mandat lui-même, le groupe Ensemble pour le Grand Lyon aurait souhaité que soient débattus ensemble les grands axes et le programme pluriannuel d'investissement. S'il ne remet pas en cause le principe de 2 milliards d'investissements, François-Noël Buffet refuse absolument toute hausse de la fiscalité - en l'occurrence la taxe professionnelle unique : « On ne peut rajouter la crise à la crise » et prévient le président de l'agglomération « il ne faudrait pas qu'il prenne prétexte du refus par nos élus de valider ces hausses pour revenir sur les investissements intéressant leurs communes ».

Comment s'opposer à Gérard Collomb ? Comment exister face à un président qui détient une large majorité ? Les élus du groupe « Ensemble pour Lyon » qui se sont réunis récemment autour de François-Noël Buffet à Oullins, y réfléchissent.

Principal handicap : trois élus UMP sont membres de l'exécutif. « Soit le Grand Lyon est un syndicat de gestion et tous les groupes doivent être représentés. Soit c'est une structure politique et l'on n'a rien à faire dans l'exécutif », explique Robert Thévenot, auteur d'un mail adressé aux 26 autres élus du groupe. « L'habileté de Gérard Collomb, comme celle de Barre autrefois, est d'avoir ouvert l'exécutif. Pendant ce temps l'opposition regarde passer les trains », ajoute le conseiller caluirard pour qui, son groupe doit faire des contre-propositions en même temps que sont dévoilés les projets du Grand Lyon. Pour l'instant, le plan de mandat est moins l'objet de propositions que de critiques (lire ci-contre).

Il est un point sur lequel l'opposition doit conserver des billes : l'augmentation des impôts locaux réclamée par Gérard Collomb (le Grand Lyon ne peut augmenter les impôts qu'en 2010, une fois obtenue l'augmentation des impôts des communes). Les consignes ont été entendues à l'UMP, sauf peut-être auprès des trois élus membres de l'exécutif.

Jacques Boucaud